

[Novastan >](#)

Soutenir Novastan, mode d'emploi



 0 Commentaires  17 janvier 2016  pierret

Mutabar Tadjibaeva, réfugiée politique en France et rescapée des geôles ouzbèkes

[Mots-clefs](#)[Interview](#)[Mutabar Tadjibaeva](#)[Ouzbékistan](#)[Politique](#)

Partager avec



0



6000 kilomètres séparent la banlieue parisienne de la vallée du Ferghana. Mutabar Tadjibaeva pourrait facilement se faire oublier de l'Ouzbékistan. Mais cette réfugiée politique, victime de torture et de mauvais traitements dénoncés récemment par le Comité des droits de l'homme de l'ONU, n'est pas en France pour se cacher.

À Savigny-sur-Orge, la fenêtre de son petit appartement donne

sur un parking. La vue est limitée par un immeuble. Rien à voir avec l'immensité et les sommets enneigés de la vallée du Ferghana, la région natale de Mutabar Tadjibaeva, située à l'extrême-est de l'Ouzbékistan. Mais la banlieue parisienne est beaucoup plus paisible, moins turbulente. En esquissant un sourire espiègle, l'Ouzbèke de 53 ans s'amuse : « *Je viens d'une région militante. Quand le président Karimov se lève le matin, il se demande : tout va bien à Ferghana ?* »

Né en 1962, à Marguilan, Mutabar Tadjibaeva n'a pas toujours été une dissidente. Elle a d'abord été ouvrière dans une usine de soie, avant de travailler comme fonctionnaire dans les années 80. « *Je travaillais pour le gouvernement, pas contre. Tout ce que je voulais, c'était appliquer la loi* », raconte l'exilée. Mais dans les années 1990, après le passage de l'Ouzbékistan d'une république soviétique à un pays indépendant, elle découvre le journalisme et écrit sur des sujets qui minent le régime d'Islam Karimov, comme la corruption. Ce dernier est à la tête de l'Ouzbékistan depuis presque 26 ans. Le 30 mars dernier, l'homme de 77 ans [a été réélu avec plus de 90% des voix](#).

«Les médias n'osaient même plus travailler avec moi»

En 2000, Mutabar fonde aussi une organisation, le « [Club des coeurs ardents](#) », pour lutter contre la criminalité et la toxicomanie, fléau de l'Asie centrale post-soviétique. D'abord membre du parti au pouvoir, l'organisation découvre petit à petit les dérives des autorités en matière de droits humains. Mais la curiosité du club dérange. L'activiste dénonce : « *Le gouvernement a commencé à faire de la propagande contre moi et mon organisation.* » Mutabar affirme avoir été sous surveillance et avoir utilisé un pseudonyme durant sa dernière année en tant que journaliste. « *Les médias n'osaient même plus travailler avec moi* », ajoute-t-elle, frustrée. Dans son dernier classement de la liberté de la presse, l'organisation Reporters sans frontières classe l'Ouzbékistan [166ème sur 180 pays](#), deux rangs derrière l'Arabie saoudite.

D'abord sous forme de propagande, la pression sur Mutabar prend ensuite une toute autre forme. Le Comité des droits de l'homme de l'ONU a publié un document en octobre dernier qui recense deux détentions particulièrement violentes. Le 1er juillet 2002, après une arrestation arbitraire, le chef et le chef-adjoint de la préfecture de police ont « *battu (Mutabar) à l'aide d'une matraque, frappé sa tête contre la porte de sa cellule, déchiré*

ses vêtements et menacé de la violer ». Le 15 avril 2005, cette menace se concrétise lors d'une garde à vue durant laquelle elle est violée par trois hommes jusqu'à ce qu'elle perde connaissance. Le Comité des droits de l'homme [demande aujourd'hui à l'Ouzbékistan une enquête indépendante](#) et des poursuites criminelles contre les responsables de ces actes.

Le massacre d'Andijan

La vallée natale de Mutabar, zone la plus densément peuplée d'Asie centrale, est le poil à gratter du président Karimov. C'est dans cette région militante que tout a basculé, le 13 mai 2005. Ce jour-là, Mutabar reçoit un appel d'un ami témoin d'un soulèvement à Andijan. À l'autre bout du fil, une voix alarmante : *« Il se passe quelque chose ici. Tu dois venir ! »*

Mais la journaliste n'aura pas le temps de se rendre sur les lieux. Quelques minutes plus tard, elle reçoit un autre appel : *« C'était le ministère des Affaires étrangères. On m'interdisait de sortir de chez moi et m'annonçait que la police allait venir me chercher »*, raconte Mutabar, qui passera les quatre prochains jours au commissariat.

Pendant ce temps, des hommes armés attaquent la prison d'Andijan pour libérer 23 hommes accusés d'«extrémisme religieux» dans un procès critiqué par la population depuis des mois. Après l'assaut, les habitants prennent la rue par milliers. Des micros sont installés sur la place publique. On prend la parole pour dénoncer la pauvreté, le chômage, la corruption des autorités locales et les arrestations arbitraires. Mais la colère populaire est rapidement [réprimée dans un bain de sang](#). Les autorités ouzbèkes tirent sur la foule. Un rapport de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) [évalue le bilan entre 300 et 500 morts](#). Le pouvoir, qui refuse toujours une enquête réclamée par les Nations unies, juge le bilan de cet «acte terroriste» à 176 morts, dont 79 «terroristes».

2 ans et 8 mois d'«enfer»

Après le drame, le massacre d'Andijan devient le cheval de bataille de Mutabar, auteure d'un rapport de 200 pages sur les événements. Mais le 7 octobre 2005, alors qu'elle s'apprête à prendre un vol pour une conférence internationale sur les droits humains à Dublin, elle est arrêtée. Accusée d'«extrémisme» et d'«organisation illégale», elle est condamnée à huit ans de prison lors d'un procès sous haute surveillance. Elle explique le stratagème pour limiter les protestations : *« Selon la loi ouzbèke, le procès doit être fait dans la région où les crimes ont été commis, mais ils m'ont emmenée dans une autre région pour éviter les manifestations. Ils ont bloqué les routes et les habitants ne pouvaient pas sortir. »*

Mutabar décrit son emprisonnement à la prison pour femmes de Tachkent comme un «enfer». Elle raconte avoir passé 112 jours en isolement dans une petite cellule en béton, parfois en plein hiver. *« Je n'avais pas de vêtements chauds et on laissait la fenêtre ouverte »*, décrit l'ex-prisonnière. Régulièrement, les gardes lui offre une libération en échange d'aveux. Mutabar s'offusque : *« Je devais signer une déclaration pour avouer que j'étais une terroriste financée par les occidentaux ! »*.

Entêtée, la femme refuse toujours de signer, malgré l'isolement, mais aussi la torture. En mars 2008, la dissidente affirme avoir subi l'irréparable. Elle aurait été emmenée sur une table d'opération sans explications. *« Quand je me suis réveillé, on m'avait enlevé l'utérus »*, relate Mutabar. Dans son rapport, le Comité des droits de l'homme remarque que, 8 ans plus tard, les

autorités ouzbèkes n'ont toujours pas fourni d'explications à cette «stérilisation forcée».

La clé de la liberté

En novembre 2008, alors qu'elle est affaiblie par deux ans et huit mois de détention et de mauvais traitements, Mutabar [obtient le prix Martin Ennals](#) pour les défenseurs des droits de l'homme. « *Ce prix a été la clé de ma liberté* », explique-t-elle. Devenue une figure connue à l'extérieur du pays, le pouvoir décide de la libérer.

Aujourd'hui, la militante est réfugiée en France, où elle a toujours besoin d'un suivi médical au centre Primo Levi de Paris, destiné aux victimes de torture et de violence politique. Les séquelles de son séjour dans les geôles ouzbèkes sont nombreuses : troubles de la vue, dépression, diabète et anxiété.

Mutabar a déplacé le siège du «Club des coeurs ardents» dans son petit appartement de Savigny-sur-Orge. De Paris à Oslo, en passant par Dublin et Paris, elle dénonce sur toutes les tribunes la corruption, la torture, les arrestations arbitraires et autres méfaits du régime ouzbek. La militante vit avec sa fille de 29 ans, mère de trois enfants. Deux d'entre eux n'ont jamais vu leur pays. « *J'espère qu'ils pourront retourner en Ouzbékistan un jour* », sourit Mutabar, avant d'ajouter : « *quand ce sera une démocratie* ».

Pierre Tremblay

Journaliste pour Novastan.org à Paris

**Envie d'Asie centrale dans votre boîte mail ?
Inscrivez-vous à notre newsletter !**

S'inscrire



Pierre Tremblay

Articles Liés



Khodja Zoudmourod



Ouzbékistan : une Française...



Einsemble sur un banc

Aucun commentaire

Ecrire un commentaire


Écrire le message

Nom :

E-mail :

Sites internet:

Captcha *

× 8 = 32 

Laissez Un Commentaire

- Prévenez-moi de tous les nouveaux commentaires par e-mail.
- Prévenez-moi de tous les nouveaux articles par email.

Photo du jour





[Newsletter] Kirghizstan : le maire de Bichkek poussé vers la sortie



Vous ne voulez rien manquer de l'actualité de l'Asie centrale ? Laissez votre adresse email

Your first name


Your email address

S'inscrire

Soutenez Novastan

Novastan est un média associatif et bénévole. Pour nous soutenir, devenez membres de notre communauté ! [Plus de détails par ici.](#)

Articles les plus lus

 Ouzbékistan



Tempête de sel en Ouzbékistan : la tragédie de la mer d'Aral en action

28 mai 2018

Le 27 mai dernier, les régions du Karakalpakistan, du Khorezm de Boukhara et de Navoï, toutes situées dans l'ouest de l'Ouzbékistan, ont été recouvertes de sel par une tempête née au dessus de ce qui était la mer d'Aral. D'ordinaire, les images qui illustrent la...

 Ouzbékistan





L'Ouzbékistan met en place des visas électroniques pour 101 pays

04 juillet 2018

L'Ouzbékistan va mettre en place le 15 juillet prochain un service de visa électronique pour 101 pays, y compris la France, l'Allemagne et la plupart des pays européens. Le visa de transit de 5 jours sera également gratuit. C'est un changement majeur qui est sur le point...



Ouzbékistan : le rail à la conquête de l'Asie centrale

27 mai 2018

L'arrivée de Chavkat Mirziouïev au pouvoir en Ouzbékistan s'est accompagnée d'une nouvelle politique étrangère régionale. Fini l'isolement instauré par son prédécesseur Islam Karimov, l'Ouzbékistan, l'un des pays les plus enclavés du monde, se re-connecte enfin à ses voisins par le rail. Le train fera-t-il son retour...

Derniers commentaires



Novastan devient un médi...

📅 20. Juin 2018



Novastan devient un médi...

📅 20. Juin 2018



Novastan devient un médi...

📅 20. Juin 2018



Novastan devient un médi...

📅 20. Juin 2018



Un incident frontalier a...

📅 06. Juin 2018

Vos Favoris

Pas de Favoris actuellement

[Mentions légales](#)

[Charte éditoriale](#)

[Novastan](#)

[Equipe](#)

[Partenaires](#)

[Contact](#)

[Derniers articles](#)



Tadjikistan ...

21 juillet 2018



Quand des ado...

21 juillet 2018



Le Tadjikista...

21 juillet 2018

Suivez-nous



Tadjikistan : un charbon bon marché aux conséquences environnementales coûteuses

<https://t.co/rKniADKVqm...> <https://t.co/hNkfWCsa7w>



Notre #photodujour: Des hommes lors de la prière du vendredi devant la mosquée de Khodja Zoudmourood, à #Samarcande... <https://t.co/ApvcqCsues>



Quand des adolescentes tombent enceintes au #Kirghizstan <https://t.co/foridmmxs1> #Société #Grossesse <https://t.co/xqrG5CWJDD> #rediff



Le Tadjikistan se tourne vers l'Arabie saoudite pour trouver des investissements

<https://t.co/xKn02RVoli...> <https://t.co/yVJs6OI6CX>



Tadjikistan : un charbon bon marché aux conséquences environnementales coûteuses

<https://t.co/qcassBTFaz...> <https://t.co/wX5ssBpbsR>



(C) La fondation publique Novastan (Bichkek, Kirghizstan).

Réalisation/Conception : DNAZero